

AEP 52



PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE



Préfecture

Direction de la réglementation,
des collectivités locales
et des politiques publiques

Bureau des réglementations
et des élections

04071X0006
32

ARRETE N° 1842

DU 11 JUIL. 2012

portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux
et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire

**Protection du captage de la Combe aux Maçons et du captage 1991
exploités par la commune de GERMAINES**

Le Préfet de la Haute-Marne

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ;
R 1321-1 à R 1321-36 ; R 1321-42 à R 1321-59 et R 1321-64 à R 1321-66 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 et L 215-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux
articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, paru au Journal Officiel du 10 juillet 2007 et relatif à la constitution du dossier de
demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-
6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU la délibération de la commune de GERMAINES en date du 30 mars 1993 adoptant le projet, créant les
ressources nécessaires à l'exécution des travaux et décidant de prendre les engagements indispensables en vue de
la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU le rapport en date de novembre 2002 de M. LEMOINE, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène
publique pour le département de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2171 du 7 septembre 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique
préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de
protection ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 7 novembre 2011 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires Technologiques en date du 3 juillet 2012 ;

Considérant que l'utilité publique de l'opération est supérieure aux inconvénients qu'elle est susceptible de générer ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – OBJET

Sont déclarés d'utilité publique en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine :

- les prélèvements effectués par la commune de GERMAINES ;
- la dérivation des eaux du captage de la Combe aux Maçons et du captage 1991, sis sur la commune de GERMAINES ;
- l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
- la mise en place des périmètres de protection autour du captage de la Combe aux Maçons et du captage 1991 ;
- les ouvrages de traitement et de distribution des eaux. La réalisation, la mise en œuvre et l'efficacité de ces systèmes seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

II – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 – SITUATION

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux par les ouvrages suivants :

- captage de la Combe aux Maçons (BSS n° 04071X0006/SAEP) – parcelle cadastrale n° 19 section ZB, appartenant à la commune de GERMAINES ;
- le captage 1991 (BSS n° 04071X0032/SAEP91) – parcelle n° 41 section ZC, appartenant à la commune de GERMAINES.

ARTICLE 3 – DEBITS DE PRELEVEMENT

Le prélèvement annuel est limité à 11 000 m³/an.

ARTICLE 4 – GESTION QUANTITATIVE

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- volumes utilisés par les abonnés,
- incidents survenus (pannes...),
- modifications d'installations.

Ce registre sera tenu à disposition des agents chargés du contrôle.

ARTICLE 5 – PLAN D'ALERTE ET DE SECOURS

La commune de GERMAINES ne dispose pas d'une connexion de secours.

La commune de GERMAINES mettra en place un plan d'alerte dans le cas de déversement accidentel de produits polluants ou susceptibles de l'être au droit des zones d'alimentation : ceci concerne plus particulièrement la route départementale 187 dans sa traversée du périmètre de protection immédiate du captage de la Combe aux Maçons. Toute alerte implique nécessairement l'arrêt du captage et la mise en place d'un suivi de la qualité de l'eau avant la reprise de la distribution.

Un éventuel accident sur le captage 1991 implique nécessairement de pourvoir celui-ci d'une vanne permettant de l'isoler de la distribution.

ARTICLE 6 – DROIT DES TIERS

La collectivité devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

III – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 7 – DEFINITION

Il sera établi autour des points de prélèvement un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé et aux plans et états parcellaires joints.

ARTICLE 8 – DELAIS DES TRAVAUX A REALISER ET DE LA MISE EN CONFORMITE AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Les travaux et la mise en conformité devront être réalisés par la collectivité :

- immédiatement en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de 2 ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Le périmètre de protection immédiate du captage de la Combe aux Maçons étant masqué dans les bois, une clôture et un portillon fermant à clef ne s'impose pas ; le périmètre de protection du captage 1991 sera entouré par une clôture de 2 mètres de haut (interdisant le franchissement tant animal qu'humain) et munie d'un portail fermant à clef.

Les travaux à effectuer sont listés aux articles 10-1 Périmètre de protection immédiate, 10-2 Périmètre de protection rapprochée et 13 Traitement, surveillance, entretien et contrôles sanitaires de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9 – CESSIBILITE DES TERRAINS DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

La commune est propriétaire du terrain constituant le périmètre de protection immédiate :

- du captage de la Combe aux Maçons – parcelle cadastrale n° 19 section ZB ;
- du captage 1991 – parcelle cadastrale n° 41 section ZC.

ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS

En cas de chevauchement de périmètres de protection instaurés par différents arrêtés préfectoraux, les prescriptions les plus draconiennes seront à prendre en compte.

ARTICLE 10-1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits tout dépôt, toute installation ou activité autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eaux. Toute circulation y sera interdite en dehors de celle nécessitée par les besoins du service (entretien, accès aux pompes, etc). Les parcelles seront défrichées, enherbées et fauchées, l'herbe fauchée sera évacuée en-dehors des différents périmètres de protection.

Captage de la Combe aux Maçons : afin d'éviter la formation de « queues de renard » néfastes à l'ouvrage, il conviendra d'éliminer (sans les dessoucher) les quelques arbres aux abords immédiats du captage.

Il faudra remplacer le capot par un capot muni d'une cheminée d'aération.

Captage 1991 : le périmètre de protection immédiate sera clôturé par une clôture de 2 mètres de haut (interdisant le franchissement tant animal qu'humain) et munie d'un portail fermant à clef.

La commune s'assurera que le capot ferme à clef ; à défaut, elle procédera à son remplacement par la pose d'un capot fermant à clef et muni d'une cheminée d'aération.

La commune installera une vanne permettant d'isoler le captage 1991 de la distribution en cas d'accident.

ARTICLE 10-2 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée sont interdites ou réglementées les activités susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau et notamment celles figurant sur le tableau des prescriptions annexé au présent arrêté.

Les modifications des pratiques appartenant aux activités réglementées susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques seront soumises à l'avis des services de l'Etat compétents.

Les demandes d'autorisation devront être adressées à la Préfecture.

10-2-1 Périmètre de protection rapprochée

Ouverture d'excavations : dans la mesure où l'ouverture d'une excavation diminue la protection naturelle du réservoir géologique, l'avis de l'hydrogéologue agréé sera sollicité (projet éolien, géothermie...).

A l'intérieur de ce périmètre, les activités agricoles culturales devront faire l'objet d'une réflexion fondée sur une utilisation raisonnée des produits azotés et des produits phytosanitaires.

Activités existantes interdites :

Rubrique 14 : Stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la destruction des ennemis des cultures

Activités futures interdites :

Rubrique 1 : Forage de puits

Rubrique 2 : Puits filtrants pour évacuation d'eaux usées

Rubrique 3 : Ouverture et exploitation de carrières et de gravières

Rubrique 4 : Ouverture d'excavations autres que celles citées en rubrique 3

Rubrique 6 : Installation de dépôts de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (ordures ménagères, boues de station...)

Rubrique 8 : Implantation de canalisations d'hydrocarbures ou de tous produits liquides ou gazeux polluants

Rubrique 9 : Installations de stockage de produits liquides ou gazeux polluants

Rubrique 10 : Etablissement de toutes constructions même provisoires autres que celles nécessaires à l'exploitation des points d'eau

Rubrique 11 : Epannage ou infiltration de lisiers et d'eaux d'origine industrielle (y compris les matières de Vidange)

Rubrique 12 : Epannage ou infiltration d'eaux usées ménagères et des eaux vannes

Rubrique 13 : Stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail

Rubrique 14 : Stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la destruction des ennemis des cultures

Rubrique 17 : Etablissement d'étables ou de stabulations libres

Rubrique 18 : Pacage des animaux

Rubrique 19 : Installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail

Rubrique 20 : Défrichement

Rubrique 21 : Création d'étangs ou de mares

Rubrique 22 : Camping et stationnement des caravanes

Rubrique 23 : Construction ou modification des voies de communication ainsi que leur utilisation

Activités existantes soumises à réglementation particulière :

Rubrique 15 : Epannage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols

Rubrique 16 : Epannage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures

Activités futures soumises à réglementation particulière :

Rubrique 15 : Epannage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols

Rubrique 16 : Epannage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures

Activités futures soumises à l'autorité sanitaire départementale :

Rubrique 5 : Remblaiement des excavations et carrières existantes

Rubrique 7 : Implantation d'ouvrages de transports d'eaux usées brutes ou épurées

10-2-2 Périmètre de protection éloignée

Activités futures soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé :

Rubrique 1 : Forage de puits

Rubrique 2 : Puits filtrants pour évacuation d'eaux usées

Rubrique 3 : Ouverture et exploitation de carrières et de gravières

Rubrique 4 : Ouverture d'excavations autres que celles citées en rubrique 3

Rubrique 21 : Création d'étangs ou de mares

Activités futures soumises à l'autorité sanitaire départementale :

Rubrique 5 : Remblaiement des excavations et carrières existantes

Rubrique 6 : Installation de dépôts de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (ordures ménagères, boues de station...)

Rubrique 7 : Implantation d'ouvrages de transports d'eaux usées brutes ou épurées

Rubrique 8 : Implantation de canalisations d'hydrocarbures ou de tous produits liquides ou gazeux polluants

Rubrique 9 : Installations de stockage de produits liquides ou gazeux polluants

Rubrique 11 : Epandage ou infiltration de lisiers et d'eaux d'origine industrielle (y compris les matières de Vidange)
Rubrique 12 : Epandage ou infiltration d'eaux usées ménagères et des eaux vannes
Rubrique 17 : Etablissement d'étables ou de stabulations libres
Rubrique 22 : Camping et stationnement des caravanes

Activités futures soumises à réglementation générale :

Rubrique 10 : Etablissement de toutes constructions même provisoires autres que celles nécessaires à l'exploitation des points d'eau

Activités existantes soumises à réglementation particulière :

Rubrique 15 : Epandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols
Rubrique 16 : Epandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures
Rubrique 17 : Etablissement d'étables ou de stabulations libres
Rubrique 20 : Défrichement

Activités futures soumises à réglementation particulière :

Rubrique 13 : Stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
Rubrique 14 : Stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la destruction des ennemis des cultures
Rubrique 15 : Epandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols
Rubrique 16 : Epandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures
Rubrique 18 : Pacage des animaux
Rubrique 19 : Installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail
Rubrique 20 : Défrichement
Rubrique 23 : Construction ou modification des voies de communication ainsi que leur utilisation

ARTICLE 11 – ACTIVITES EXISTANTES

Pour les activités, dépôts et installations existant à la publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus au chapitre III, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans les délais mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

**IV – UTILISATION DE L'EAU
A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

ARTICLE 12 – SITUATION

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**ARTICLE 13 – TRAITEMENT, SURVEILLANCE, ENTRETIEN
ET CONTROLES SANITAIRES DE LA QUALITE DE L'EAU**

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par la réglementation en vigueur. Elles devront subir un traitement efficace et adapté avant distribution. A cet effet, la commune de GERMAINES mettra en place un système de traitement automatique des eaux au captage de la Combe aux Maçons et au captage 1991: ces systèmes de stérilisation des eaux seront automatiques et permanents. Ces dispositifs de traitement et leur fonctionnement seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

Les opérations de prélèvement sont régulièrement surveillées ; les ouvrages et installations de prélèvement sont régulièrement entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Le paramètre nitrates sera systématiquement analysé dans les analyses de distribution de type D1.

Les résultats des contrôles seront portés à la connaissance du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle,
- leur interprétation sanitaire faite par la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ou par les services compétents en la matière),
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

La note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le Préfet de Haute-Marne, est consultable en mairie et jointe à la facture d'eau.

ARTICLE 14 – ACCESSIBILITE

Les ouvrages de production d'eau doivent permettre le prélèvement aisé d'un échantillon d'eau brute avant tout traitement.

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser libre accès aux agents habilités aux contrôles (DTD ARS, police de l'eau ou autres services compétents en matière de contrôle), à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du Code de l'Environnement. Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement (notamment préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L'OUVRAGE

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage (travaux, aménagement, mode d'utilisation de l'installation...) de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 17 – ABANDON DE L’OUVRAGE

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné doit être comblé, dans les règles de l’art et selon la réglementation en vigueur, par des matériaux permettant de garantir l’absence de circulation d’eau entre les différentes nappes d’eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l’absence de transfert de pollution.

La déclaration de l’abandon de l’ouvrage doit être communiquée au Préfet, par le biais d’une délibération prise par le conseil municipal, au moins deux mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l’aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l’état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l’ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

La DTD ARS Haute-Marne instruira le dossier.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l’ouvrage, le déclarant en informe le Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Si au moment de l’autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l’opération, il en fait la demande au Préfet qui statue par arrêté conformément à l’article 32 du Décret du 29 mars 1993 dans le respect des principes de gestion équilibré de la ressource en eau mentionnés à l’article L 211-1 du Code de l’Environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l’exécution des prescriptions du présent arrêté, l’autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

V – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 – INFORMATION DES TIERS - PUBLICITE

Le présent arrêté sera :

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne ;
- affiché à la mairie de GERMAINES pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage et insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux à la diligence du préfet et aux frais de la commune de GERMAINES ;
- notifié par lettre recommandée avec demande d’avis de réception, par les soins du maire, à chaque propriétaire intéressé afin de l’informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l’identité ou l’adresse d’un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l’affichage et, le cas échéant, la communique à l’occupant des lieux.

ARTICLE 20 – MODIFICATION DE L’ARRETE

Les dispositions prévues au présent arrêté, et notamment la réglementation dans les périmètres de protection pourront faire l’objet d’une modification, au cas où les résultats de la surveillance de la qualité des eaux montreraient des signes de dégradation. Dans une telle hypothèse, la procédure de modification sera analogue à la procédure initiale d’établissement des périmètres de protection.

ARTICLE 21 – DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages de GERMAINES restent utilisés pour la production d'eau de la collectivité.

ARTICLE 22 – RECEPISSE DE DECLARATION

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration du prélèvement d'eau.

Les conditions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages et d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées au présent arrêté.

ARTICLE 23 – DELAI DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publicité de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 24 – EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, la Sous-Préfète de LANGRES et le Maire de GERMAINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières
- au Délégué Territorial Départemental de l'Agence Régionale de Santé (DTD ARS)
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) – pôle Protection du Consommateur
- au Directeur Départemental des Territoires (DDT) – service Environnement et Ressources Naturelles
- au Président du Conseil Général – direction de l'Environnement et de l'Agriculture
- au Directeur de l'Office National des Forêts
- au Coordonnateur Départemental des hydrogéologues agréés.

Fait à CHAUMONT, le 11 JUIL. 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture




Alexander GRIMAUD

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 1846 en date

De ce jour
CHAUMONT, le 11 JUIL. 2012
Le Préfet

Département de la Haute Marne
Commune de

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Alexander GRIMAUD



Source de la Loube aux Muzou
1991

PERIMETRES de PROTECTION du captage
Proposition de réglementations et de prescriptions

En application de la loi N°64-1245 du 16/12/64, du décret 89-3 du 3/1/89, de l'article 20 du code de la santé, de la loi 92-3 du 3/1/92, du décret N°93-743 du 29/4/93, du décret N° 94-1227 du 26/12/94, du décret N°95-363 du 5/4/95

- 1/A l'intérieur du périmètre de protection immédiate sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau
2/A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée sont interdits, réglementés ou autorisés, conformément au tableau les activités et infrastructures suivantes

DEFINITION des ACTIVITES	Interdites : I Réglementées : RH, RS, RP, RG	Périmètre de protection rapprochée		Périmètre de protection éloignée	
		Activités		Activités	
		Existantes	Futures	Existantes	Futures
1- Le forage de puits			I		
2- Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées			I		RH
3- L'ouverture et l'exploitation de carrières et de gravières			I		RH
4- L'ouverture d'excavations autres que celles citées en 3			I		RH
5- Le remblaiement des excavations et carrières existantes			RS		RS
6- L'installation de dépôts de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (ordures ménagères, boues de station, ...)			I		RS
7- L'implantation d'ouvrages de transports d'eau usées brutes ou épurées			RS		RS
8- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures ou de tous produits liquides ou gazeux polluants			I		RS
9- Les installations de stockage de produits liquides ou gazeux polluants			I		RS
10- L'établissement de toutes constructions même provisoires autres que celles nécessaires à l'exploitation des points d'eau			I		RG
11- L'épandage ou l'infiltration de lisier et d'eaux d'origine industrielle (y compris les matières de vidange)			I		RS
12- L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ménagères et des eaux vannes			I		RS
13- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			I		RP
14- Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la destruction des ennemis des cultures		I	I		RP
15- L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols		RP	RP	RP	RP
16- L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures		RP	RP	RP	RP
17- L'établissement d'étables ou de stabulations libres			I	RP	RS
18- Le pacage des animaux			I		RP
19- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			I		RP
20- Le défrichement			I	RP	RP
21- La création d'étangs			I		RH
22- Le camping et le stationnement des caravanes			I		RS
23- La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leur utilisation			RP		RP

La commune de veillera à l'application des conditions énoncées.
En outre peuvent être interdites ou réglementées et doivent de ce fait être déclarées à la DDASS toutes les activités ou faits susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau captée.

novembre ...2002
l'Hydrogéologue Agréé en matière
d'eau et d'Hygiène publique

RH : activité ou infrastructure soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé
RS : activité ou infrastructure soumise à l'avis préalable de l'autorité sanitaire départementale
RP : activité ou infrastructure faisant l'objet d'une réglementation particulière explicitée par ailleurs

Leuvin

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX

Commune de GERMAINES - n° 216



Alexander GRIMAUD

Date : 03 mai 2011

Dossier n° 03026

Section	N°	Propriétaires	Adresse	Lieu-dit	Surface totale ha a ca	Surface périmètre protection rapprochée ha a ca
ZB	18	A.F. de Rmt de la Cne de GERMAINES	52160 GERMAINES	Charme Ronde	2 80	
ZB	19	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Charme Ronde	51 40	Totalité
ZB	20	M. ORMANCEY Serge et Mme BALLOT Hugnette son épouse	52160 GERMAINES	Charme Ronde	1 86 40	11 26
ZB	21	A.F. de Rmt de la Cne de GERMAINES	52160 GERMAINES	Charme Ronde	12 10	
ZC	3	Usu : Mme MINOT Hélène épouse MAUDONNET Jules Nu prop : Mme MAUDONNET Nicole épouse GAUVAIN Jean-Paul	52160 GERMAINES Ferme de la Salle 52160 AUBERIVE	La Meuzelle	7 11 40	
ZC	4	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	La Meuzelle	54 60	32 76
ZC	5	M. MARICHEL André et Mme MOLANDRE Jeanne son épouse	8 Rue de Françaises 52100 SAINT-DIZIER	La Meuzelle	26 70	Totalité
ZC	6	M. MARICHEL André et Mme MOLANDRE Jeanne son épouse	8 Rue de Françaises 52100 SAINT-DIZIER	La Meuzelle	31 60	Totalité
ZC	7	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	La Meuzelle	2 52 00	1 38 07
ZC	9	M. ANDRIOT Jean-Paul	Grande Rue 52160 GERMAINES	La Meuzelle	56 80	
ZC	15	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Les Allouères	3 10	
ZC	16	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Les Allouères	3 40	

04072X 0006
82

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX

Commune de GERMAINES - n° 216

Dossier n° 03026

Date : 03 mai 2011

Section	N°	Propriétaires	Adresse	Lieu-dit	Surface totale ha a ca	Surface périmètre protection rapprochée ha a ca
ZC	18	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Combe Prousse	3 91 80	
ZC	19	M. STABLER Walter époux TISSIERES Thérèse	8 Rue de la Madeleine GENEVE SUISSE	Combe Prousse	69 30	
ZC	29	M. HENRIOT Emile et Mme ORMANCEY Monique son épouse	52160 ROUVRES	Bois du Fays	17 75	Totalité
ZC	30	M. HENRIOT Emile et Mme ORMANCEY Monique son épouse	52160 ROUVRES	Bois du Fays	2 92 50	2 49 71
ZC	31	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Bois du Fays	78 40	50 93
ZC	32	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Bois du Fays	13 24 18	
ZC	33	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Bois du Fays	1 58 22	36 14
ZC	34	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Bois du Fays	68 40	
ZC	35	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Bois du Fays	51 50	
ZC	40	M. ANDRIOT Jean-Paul et Mme PUENTE Pierrette son épouse	Grande Rue 52160 GERMAINES	Bois du Fays	13 48 97	1 87 82
ZC	41	Commune de GERMAINES	52160 GERMAINES	Bois du Fays	18 03	16 20
	DP	Commune de GERMAINE	52160 GERMAINES			59 00

04074X006
32



Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 1842
de ce jour

CHAUMONT, le 11 JUL. 2012

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Alexander GRIMAUD

Alexander GRIMAUD



ZB n° 18

ZC n° 6

ZC n° 5

Charme Ronde

ZB n° 21

ZB n° 20

17514 m²

250 m²

1126 m²

ZB n° 19

ZC n° 4

3276 m²

ZC n° 7

13807 m²

ZC n° 29

5900 m²

ZC n° 30

24971 m²

ZC n° 31

5093 m²

ZC n° 32

2747 m²

11393 m²

4279 m²

2184 m²

1620 m²

ZC n° 41

1944 m²

ZC n° 40

18782 m²

114171 m²

3614 m²

ZC n° 9

ZC n° 33

12208 m²

ZC n° 15

ZC n° 35

Les Allouères

Bois du Fays

ZC n° 18

ZC n° 34

Combe Prouesse

ZC n° 19

Périmètre de protection immédiate

Périmètre de protection rapprochée

Périmètre de protection éloignée

Département de la HAUTE-MARNE

Commune de GERMAINES

Protection des captages communaux

PERIMETRES DE PROTECTION

COVADIS	DOSSIER N° 03026 - ECHELLE : 1/2500 - DATE : 21/03/06 - Dessiné par C.V.
GE	Dressé par le Cabinet J.P. CARDINAL Géomètre-Expert D.P.L.G. 17 boulevard de Lattre de Tassigny - 52200 LANGRES Tél. : 03 25 87 02 58 - Fax. : 03 25 88 97 41

